Revolution du 3 juillet 1981.

Des décisions importantes

Conflits entre Etats africains et permanence de la question d'Afrique australe ont été au centre des discussions du XVIII[e] Sommet de l'Organisation de l'unité africaine.

JACQUES VARIN

OUVERT le 23 juin dernier à Nairobi, la capitale du Kenya, le XVIII[e] Sommet de l'OUA aura eu à faire face non seulement à la persistance dramatique de la question d'Afrique australe (Afrique du Sud et Namibie) mais aussi à celle de nombreux conflits qui opposent entre eux quelques-uns des cinquante Etats qui composent l'organisation : problème du Tchad, conflit Somalo-ethiopien en Ogaden, conflit du Sahara occidental entre la République Arabe Sahraouie démocratique (RASD) et le Maroc, dans lequel se trouvent impliquées aussi l'Algérie et la Mauritanie.

Ce XVIII[e] Sommet avait été précédé auparavant par la tenue d'un 37[e] Conseil des ministres de l'OUA, chargés de mettre au point l'ordre du jour et de tracer les grandes lignes des résolutions finales.

Cette préparation et la tenue des travaux ont permis de passer un cap dangereux pour la cohésion de l'organisation, car l'absence à Nairobi des présidents Sadate, Khadafi et Shagari (Nigéria) et – en contrepoint – celle d'Hassan II ont montré à l'évidence une certaine exacerbation des tensions inter-africaines.

Les questions d'Afrique du Sud et des sanctions contre le régime de l'apartheid – ainsi que de Namibie aurait à la fois été un ciment de l'unité africaine – tant le maintien du régime raciste et de sa politique d'agressions est intolérable à l'ensemble de la communauté africaine – et une manifestation de la croissance des sentiments anti-impérialistes du continent africain.

Aussi, le 37[e] Conseil des ministres a-t-il condamné à l'unanimité le rapprochement intervenu entre l'administration Reagan et le régime raciste de Botha. Les craintes africaines et leur condamnation nommément désignée de Reagan et des Etats-Unis apparaissent on ne peut plus justifiées, car le Président américain n'a pas hésité à qualifier « d'Ami sûr des Etats-Unis » le régime sud africain, avec lequel les Etats-Unis ont entamé des discussions pour la mise sur pieds d'une « Organisation du Traité de l'Atlantique Sud » (OTAS), un vieux projet des Etats-Unis.

Quant à la question de la Namibie, l'attitude des cinq pays occidentaux dits du « groupe de contact » (Canada, France, Grande-Bretagne, RFA et USA a fini, de par les atermoiements successifs qui l'ont caractérisée, à irriter l'ensemble des pays africains. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Jeune Afrique (1)*, Edem Kodjo, le secrétaire général de l'OUA déclarait : « Le temps des tergiversations est fini. Il faut accorder l'indépendance à la Namibie sans conditions... Tout plan qui ne vise pas à l'indépendance de la Namibie est voué à l'échec ». La résolution adoptée par le sommet de Nairobi condamne là encore les Etats-Unis pour leur « collusion ouverte ou voilée avec l'Afrique du sud et dénonce « l'alliance entre Washington et Pretoria, illustrée par les actions entreprises contre l'Angola ».

Une nouvelle fois, encore, la question des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud a été posée avec force. Certes, elle concerne les pays africains dont – pour certains enclavés ou limitrophes, la liberté d'action peut être limitée, mais elle se pose d'abord pour les pays occidentaux qui continuent à commercer ou fournir des armes au régime de Pretoria.

A ce propos, la décision du gouvernement français de cesser toutes relations militaires avec l'Afrique du Sud est un acte positif qui contribue à accroître l'isolement des tenants de l'apartheid.

La question tchadienne aura été l'un des autres « points forts » du XVIII[e] Sommet, d'une part parce que l'instabilité et les luttes intestines tchadiennes sont un sujet préoccupant pour toute l'Afrique mais aussi parce que l'intervention libyenne qui a contribué à les réduire a soulevé les réserves ou l'hostilité d'un certain nombre de pays africains. Des tentatives de faire condamner la Libye ont d'ailleurs échoué à Nairobi.

La résolution adoptée prévoit la mise sur pieds d'une force inter-africaine capable – à la demande du président tchadien Goukouni Ouaddeï dont la représentativité n'aura pas été contestée – de remplacer la force d'intervention de la Libye dont le représentant à Tripoli a précisé qu'elle se conformait aux vœux du chef de l'Etat tchadien.

Le Président Goukouni a souligné à Nairobi les aspects positifs de cette résolution et... le fait que la défaite de Giscard d'Estaing a contribué de manière significative à un déblocage de la situation tchadienne (on se souvient que Hissène Habré a été l'un des agents principaux de l'impérialisme français dans le conflit tchadien).

Mais, à l'évidence, c'est la question du Sahara occidental qui a été le problème essentiel qu'ont eu à tenter de résoudre les dizaines de chefs d'Etat présents à Nairobi.

Absent de Freetown l'année dernière lors du XVII[e] Sommet – qui vit une majorité d'Etats africains se prononcer en faveur de l'admission de la RASD à l'OUA – le souverain marocain Hassan II est venu à Nairobi... proposer un referendum au Sahara occidental. Bien que cette proposition implique de la part d'Hassan II une volonté de manœuvre – sur laquelle nous reviendrons – elle traduit de sa part un recul notable : de « fait accompli historiquement légitime » selon la thèse habituelle de Rabat, la présence marocaine au Sahara occidental devient sujette à l'éventuelle ratification de la population sahraouie consultée. La thèse de la « marocanité » du Sahara occidental se trouve remise en cause.

→

Les raisons de ce recul d'Hassan II sont multiples : en faisant cette proposition, le chef de l'Etat chérifien a voulu contrecarrer l'imminence de l'admission complète de la RASD à l'OUA, c'est la part de manœuvre – et par là gagner du temps.

Mais cette décision tient compte en effet d'autres facteurs : l'échec de Giscard d'Estaing en France a privé Hassan II d'un appui sûr, tant sur le plan politique que militaire. Malgré des efforts militaires considérables et une politique de fortification à outrance du « triangle utile » du Sahara occidental (autour des phosphates de Bou-Craa... ce qui en dit long sur les motivations réelles des revendications marocaines, sur le Sahara occidental), les forces armées marocaines n'ont pas réussi à venir à bout de la lutte de libération du peuple sahraoui. L'audience internationale de la RASD s'est étendue.

Et puis surtout, le poids du conflit au Sahara, son coût en hommes et en argent est devenu intolérable parmi de larges couches de la population marocaine. Les miséreux qui hier participèrent à la « Marche verte » d'annexion du Sahara occidental sont ceux-là même qui aujourd'hui se sont révoltés contre le régime marocain qui – rappelons le – est l'une des « démocraties » (il y a des élections et le pluripartisme...) les plus répressives de tout le continent. Les émeutes du 20 juin dernier à Casablanca et à Rabat ont fait plusieurs centaines de morts. Ebranlé à plusieurs reprises, le pouvoir d'Hassan II est aujourd'hui malade du Sahara occidental.

Adoptée à l'unanimité, la résolution du XVIII[e] Sommet de l'OUA qui prévoit l'organisation d'un referendum au Sahara occidental risque de retourner la manœuvre d'Hassan II contre son auteur. Il n'était que trop temps. « Allons nous attendre l'extermination du peuple Sahraoui pour reconnaître son existence ? » s'est indigné le président malgache Ratsiraka devant la conférence de Nairobi.

Certes, Hassan II espère avoir la possibilité de fausser la tenue et les résultats de ce referendum : d'ores et déjà, il ne reconnaît que l'existence de ... 75 000 Sahraouis environ, sur plus de 700 000 ! Mais, les garanties internationales de contrôle, de l'OUA et de l'ONU, la vigilance du peuple sahraoui sont un gage autrement déterminé sur le terrain par sa lutte de libération, de la traduction politique et de cette lutte par la réalisation de sa pleine indépendance, reconnue internationalement déjà par de nombreux Etats.

On peut mesurer ainsi que, sur les principales questions soulevées au XVIII[e] Sommet de l'OUA : Tchad. Afrique australe et Sahara occidental des avancées importantes ont été réalisées, de même que pour tenter de résoudre les tensions dans la Corne de l'Afrique.

La lutte anti-impérialiste des peuples africains ne peut que s'en trouver renforcée.

Revolution
du 3 juill.
1981

L'Express du 3 au 9 juin 81

AFRIQUE

O.u.a. : l'an prochain à Tripoli

Au Sommet de Nairobi, le Maroc et la Libye triomphent. Contre toute attente.

La guerre peut mener à tout. A condition d'en sortir. C'est sur ce constat tardif que Hassan II, le Marocain, et Kadhafi, le Libyen, ont pu mesurer — chacun pour soi — les vertus de la diplomatie concertée. Ainsi, deux des personnalités les plus critiquées du continent africain apparaissent comme les grands triomphateurs du XVIII[e] Sommet de l'O.u.a. Car, au-delà des sempiternelles condamnations et des débats stériles, ces assises panafricaines resteront marquées par l'offre « de référendum contrôlé » du roi du Maroc au Sahara occidental. Certes, on savait que le souverain, qui ne s'était pas rendu à un sommet depuis 1972, ne viendrait pas à Nairobi « les mains vides ». Une intense préparation psychologique avait précédé l'annonce officielle de la proposition marocaine. Mais on ne s'attendait guère à ce concert d'approbations, de la part même des adversaires de la monarchie chérifienne. En acceptant, désormais, que les populations sahraouies soient consultées et puissent ainsi exercer un droit à l'autodétermination, Rabat cherche à sortir de la crise et à gagner du temps.

Un pas vers la paix

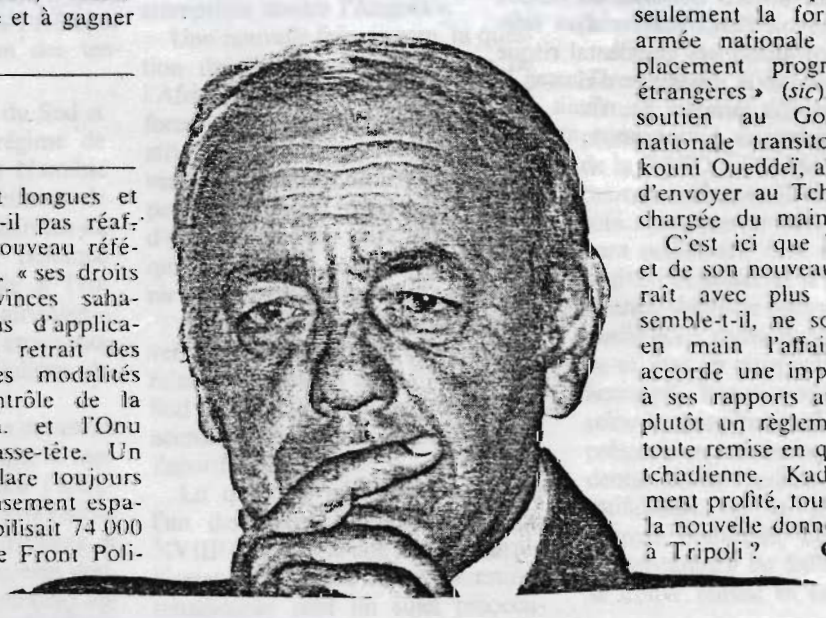
Les négociations seront longues et difficiles. Le Maroc n'a-t-il pas réaffirmé, convaincu que le nouveau référendum lui sera favorable, « ses droits historiques sur les provinces sahariennes » ? Les conditions d'application du cessez-le-feu, le retrait des troupes combattantes, les modalités d'organisation et de contrôle de la consultation par l'O.u.a. et l'Onu constituent autant de casse-tête. Un exemple ? Le Maroc déclare toujours s'en tenir au dernier recensement espagnol de 1974, qui comptabilisait 74 000 Sahraouis. De son côté, le Front Polisario affirme que la population « authentiquement sahraouie » dépasse un million de personnes...

Nairobi (Kenya) : le siège du XVIII[e] Sommet de l'O.u.a.

Pourtant, malgré les grincements futurs, l'Algérie qualifie la proposition marocaine de « positive » et va jusqu'à parler, comme son président Chadli Bendjedid, « de pas en avant vers la paix ». En privé, les propos sont plus nuancés. Certains diplomates algériens se demandent si Hassan II n'a pas visé deux objectifs : reléguer au second plan la question de l'admission de la République sahraouie à l'O.u.a. ; obtenir un cessez-le-feu pour se consacrer aux difficultés intérieures, causes du « samedi noir » de Casablanca. Une seule certitude : Alger n'acceptera jamais un référendum « bidon », même si le Polisario commence à devenir encombrant. Son de cloche identique de la Mauritanie, qui vient de rétablir ses relations diplomatiques avec Rabat, après plus d'un an de brouille. Grâce aux bons offices de l'Arabie séoudite, dont on ne dira jamais assez le rôle médiateur dans les grandes secousses du monde arabe, Nouakchott espère ne plus faire les frais de la crise saharienne. Et le Polisario ? Son désarroi est grand, à l'image de celui du chef de sa délégation, qui, prévoyant la manœuvre marocaine, disait : « Le Roi est venu demander purement et simplement à l'Afrique de légitimer son occupation militaire du territoire de la R.a.s.d. »

Pas une voix ne s'est élevée parmi les vingt-six pays africains proches du Front. Pas même celle de l'envoyé libyen, étrangement silencieux. Il est vrai qu'il avait reçu pour instruction de ménager le souverain marocain. En échange, le Roi taisait toute critique contre Tripoli...

Le roi Hassan II à Nairobi, le 26 juin.



Soutien à Goukouni

« Joli marché de dupes », dira un diplomate africain, pourtant sans illusions. Kadhafi, l'un des grands absents du Sommet de Nairobi, a gagné avec une habileté déconcertante « son » pari : accueillir, l'an prochain à Tripoli, le XIX[e] Sommet de l'O.u.a. A quatre exceptions près, l'invitation libyenne a été acceptée par acclamations, bien que 10 000 soldats du colonel campent toujours au Tchad.

Les chefs d'Etat ont ainsi décidé d'enterrer le passé. Un ultime télégramme envoyé par Hissen Habré au président kenyan, Arap Moï, pour dénoncer le renforcement constant du dispositif de la Libye, n'a pu briser le mur d'indifférence ou de résignation. La résolution sur le Tchad, en effet, ne mentionne même pas la Libye, ni pour la condamner ni pour lui demander de retirer ses troupes. L'O.u.a. souhaite seulement la formation rapide d'une armée nationale intégrée et le remplacement progressif des « troupes étrangères » (*sic*). Elle réaffirme son soutien au Gouvernement d'union nationale transitoire (Gunt) de Goukouni Oueddeï, ainsi que son intention d'envoyer au Tchad une force neutre, chargée du maintien de la paix.

C'est ici que le rôle de la France et de son nouveau gouvernement apparaît avec plus de clarté. L'Elysée, semble-t-il, ne souhaite pas reprendre en main l'affaire tchadienne. Mais accorde une importance fondamentale à ses rapports avec Alger et Rabat : plutôt un règlement au Sahara, avant toute remise en question de la situation tchadienne. Kadhafi a remarquablement profité, tout comme Hassan II, de la nouvelle donne. Alors, l'an prochain à Tripoli ?

CHRISTIAN HOCHE ■

INTERVIEW

HASSAN II, ROI DU MAROC

« Les Sahraouis resteront fidèles »

Hassan II joue gros, convaincu qu'il va gagner. En acceptant, au récent sommet africain de Nairobi, un référendum d'autodétermination sur le Sahara occidental, le souverain ne peut imaginer un instant que *« ces provinces récupérées »* puissent accéder à l'indépendance. Est-ce si sûr ? En fait, le Maroc n'a pas les mains libres dans cette dangereuse partie de poker menteur.

Le 2 juillet au soir, à Rabat, face à quelques journalistes – dont l'envoyée spéciale du *Point* – le roi du Maroc, détendu et serein, affirme sans détour : *« Dans mon esprit, c'est un référendum confirmatif. Je ne pense pas que les populations marocaines renient à cette occasion leur marocanité. »* C'est l'heure où le dernier appel à la prière emplit la grande cour plantée d'orangers du palais royal. Instant privilégié de certitude... et d'incertitudes.

Hassan II sait que le cessez-le-feu et la mise en œuvre du référendum ne lui appartiennent pas. A Nairobi, les Africains ont chargé sept chefs d'État du continent de trouver les modalités pratiques de leur application. Combien de Sahraouis vont voter ? *« 74 000 »*, répond le roi, se référant au recensement espagnol de 1974. De 50 000 à un million, rétorquent les combattants du Front Polisario. A chacune des parties d'en faire la preuve.

« Je suis parti à Nairobi avec la ferme volonté de débarrasser le Maroc de la tunique de Nessus que représente le conflit saharien », nous a-t-il précisé. Il est vrai que le coût de la guerre des sables, ajouté aux problèmes économiques et sociaux du royaume, exige une solution rapide au Sahara.

Contre toute attente, Yasser Arafat, courtier habile de Kadhafi, avait débarqué à Rabat le 4 juin dernier. Le chef de l'OLP était porteur d'un message : resserrer les rangs du monde arabe après l'agression israélienne sur le centre nucléaire de Tammouz ; en filigrane, la Libye assurait qu'elle ne participerait pas à la reconnaissance *de facto* de la RASD (République arabe sahraouie démocratique) au sommet africain de Nairobi. En contrepartie, promettait le Maroc, aucune philippique sur l'occupation libyenne au Tchad. *« Mais Tripoli,* devait nous dire le roi, *ne nous fournira aucune garantie formelle de cesser son aide militaire et financière au Front Polisario. »* Marché de dupes ?

Seconde ombre au tableau : le rôle de l'Algérie. *« J'ai été déçu,* dit Hassan II. *Je m'attendais à ce que la délégation algérienne me dise : "Nous étions attachés au principe de la consultation des populations, mais nous serions heureux que ce soit le Maroc qui s'installe au Sahara, car nous vous connaissons et ne voulons pas risquer l'aventure." Au lieu de cela, ils ont demandé*

TOUTAIN-GAMMA

HASSAN II
Il joue gros

que l'administration et l'armée marocaines quittent le Sahara. » Déception feinte ? A Alger, on se dit heureux de la proposition marocaine et on attend avec intérêt et scepticisme la mise en œuvre concrète du référendum, convaincu que Rabat entend gagner du temps.

La paix n'est pas forcément pour demain. Le partenaire le plus faible, plutôt que de risquer de perdre la consultation électorale, pourra être tenté d'entretenir la tension.

Or le roi ne peut pas prendre le risque de perdre. Que ferait l'armée, enterrée depuis plus de six ans au Sahara, dans l'attente d'un ennemi insaisissable ? Et l'opposition, plus royaliste que le roi sur la « marocanité des provinces du Sud » ? Ce n'est pas pour rien qu'en partant pour Nairobi le souverain chérifien a pris le soin d'emmener avec lui, pour les impliquer, non seulement ses chefs militaires mais aussi les leaders politiques, opposition comprise, alors qu'au même moment l'armée royale ratissait les bidonvilles de Casablanca, où avaient éclaté les émeutes de la misère.

MIREILLE DUTEIL

Le point 6/7/81

Le monde
7-7-81

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Front Polisario réclame des négociations directes avec Rabat

De notre correspondant

Alger. — Les propos du roi Hassan II annonçant, le 2 juillet, dans une conférence de presse à Rabat (*le Monde* du 4 juillet), qu'il n'était pas question d'un retrait de l'administration marocaine du Sahara occidental non plus que de discuter de quoi que ce soit avec le Polisario, « *celui-ci n'ayant jamais existé pour la communauté africaine* », ont suscité samedi 4 juillet une très vive réaction du Front. Elle a pris la forme d'un communiqué du « ministère sahraoui de l'information » daté des « *territoires libérés de la R.A.S.D.* » et qui déclare en préambule : « *Seuls le Maroc et le Polisario sont habilités à déterminer les modalités nécessaires d'une solution définitive par la voie de négociations directes entre eux en tant que belligérants sous les auspices des organisations internationales.* »

Le Polisario considère que toute opération d'autodétermination générale et régulière nécessite la réunion simultanée de trois conditions : 1) le retrait des « *troupes d'agression et de l'administration coloniale marocaine* » ; 2) le retour de l'ensemble du peuple sahraoui dans les villes et les villages de son pays ; 3) la constitution d'une administration internationale provisoire à laquelle participera le gouvernement sahraoui, peut mettre fin à la sahraoui. Seule la mise en œuvre d'un tel processus, conclut le communiqué sahraoui, peut mettre fin à la guerre et « *garantir réellement à notre peuple l'opportunité de choisir librement son indépendance et de parachever sa souveraineté nationale sur l'intégralité de sa patrie* ».

Bien qu'elles paraissent partager largement ces vues, les autorités algériennes sont restées silencieuses. L'Algérie se refuse, précise-t-on dans les milieux informés, à engager des polémiques alors qu'une commission *ad hoc* de l'O.U.A. est chargée d'ici à la fin du mois d'août d'organiser un cessez-le-feu et de déterminer les conditions nécessaires pour une réelle consultation du peuple sahraoui. Il faut faire confiance à ses membres et ne pas gêner leur travail. Le roi Hassan II tente cependant, estime-t-on à Alger, d'influencer la commission et empiète sur son œuvre en fixant unilatéralement des règles qui sont inacceptables.

On voit mal à Alger comment un cessez-le-feu pourrait être négocié autrement qu'entre les adversaires eux-mêmes, qui devront bien se rencontrer à cet effet. En attendant, dit-on, le Polisario reste parfaitement libre de ses mouvements et l'on exclut dans les milieux proches des Sahraouis tout cessez-le-feu unilatéral ainsi que cela s'était produit avec la Mauritanie pour encourager les successeurs du président Ould Daddah à s'engager plus avant dans la voie de la paix.

On relève enfin avec surprise dans les milieux dirigeants algériens que le souverain chérifien tente de réimpliquer l'Algérie dans le conflit en parlant de « *concessions* » telles que l'octroi d'un « *port franc* » sur la côte Atlantique ou de facilités de passage pour d'éventuels gazoducs. C'est, dit-on ici, essayer de relancer le « *mythe du couloir* » vers l'Atlantiqun, un couloir que l'Algérie n'a jamais réclamé que dans l'imagination des dirigeants de Rabat. Et l'on craint que le roi ne s'emploie à vider son offre de référendum contrôlé de toute substance réelle.

DANIEL JUNQUA.

le monde
8-7-81

Maroc

EN DÉPIT DES ÉVÉNEMENTS DE CASABLANCA

Le parti communiste apporte son soutien à la politique saharienne du roi

De notre correspondant

Rabat. — En dépit des événements du 20 juin à Casablanca, le parti communiste (P.P.S., Parti du progrès et du socialisme) a apporté son soutien au roi Hassan II pour l'initiative qu'il a prise à Nairobi d'accepter un « référendum contrôlé » dans les provinces sahariennes. En revanche, le parti socialiste (U.S.F.P.) ne s'est pas encore joint au consensus national qui s'est reconstitué autour de la politique saharienne du souverain.

Le bureau politique du P.P.S. a publié récemment une déclaration qui, tout en rappelant que « *le parachèvement de l'intégrité territoriale et le rétablissement de la souveraineté nationale ont été et restent les objectifs du peuple marocain et de l'ensemble du mouvement patriotique, dont fait partie le Parti du progrès et du socialisme* » et aussi que les citoyens marocains des provinces sahariennes s'étaient déjà prononcés à maintes reprises sur leur personnalité marocaine, affirme que le recours à une nouvelle consultation « *peut bel et bien apparaître comme une formalité superfétatoire* ».

« *Mais*, continue alors la déclaration, *le bureau politique du P.P.S. n'ignore pas que l'opinion publique internationale en général et celle de l'Afrique en particulier tiennent au référendum d'autodétermination.* » C'est donc par égard pour cette communauté que le Maroc accepte un tel référendum.

La déclaration communiste conclut en affirmant que le front intérieur doit lui aussi être renforcé par un nouveau gouvernement, « *représentatif, compétent et dynamique* », et par la suppression complète des dernières hausses de prix ainsi que par la conclusion d'un « *pacte de défense entre toutes les forces nationales patriotiques* ».

M. Ali Yata (1), intervenant devant le Parlement à propos des événements de Casablanca, avait fait part à l'Assemblée de cette position de son parti sur l'initiative royale. On attend toujours, en revanche, celle de l'U.S.F.P., particulièrement menacée par la répression et qui se préoccupe surtout du sort de ses dirigeants et de ses militants internés depuis le 20 juin et dont on reste sans nouvelles.

Du côté de la majorité, c'est le Rassemblement national des indépendants (R.N.I.) et en particulier le groupe des indépendants fidèles à M. Orman, qui a approuvé le premier le roi par une déclaration de son leader publiée par les journaux du parti le 25 juin dernier. De leur côté les « *indépendants démocrates* », c'est-à-dire le groupe qui s'est détaché des fidèles de M. Osman, ont approuvé également à « *cent pour cent* » l'initiative royale de même que le mouvement populaire de M. Majoubi Aherdane, de tendance berbère.

L'Istiqlal, en revanche, le vieux parti nationaliste représenté au gouvernement par le ministre des affaires étrangères M. Boucetta, a approuvé également, mais en insistant sur le caractère « confirmatif » du référendum de même qu'il avait insisté dans sa presse avant le départ du roi Hassan II pour Nairobi sur l'engagement que le souverain avait pris de « *ne renoncer à aucun grain de sable de notre Sahara* ».

Enfin il faut noter le message transmis le 2 juillet dernier par le général Dlimi, commandant de la zone sud au souverain. Dans ce message, le général Dlimi exprimait au nom de toutes les forces qui servent en zone sud leur « *immense reconnaissance pour le grand succès remporté lors de la dix-huitième session de l'O.U.A.* ». Les forces de la zone sud renouvelaient à cette occasion l'expression de leur attachement au souverain. Ainsi se reconstituait le consensus national autour de la politique saharienne du roi Hassan II, mais encore une fois à l'exception notable de l'Union socialiste.

ROLAND DELCOURT.

(1) A propos des mesures dont il a été l'objet samedi, M. Ali Yata nous a déclaré, lundi 6 juillet, qu'il ne sexpliquait pas pourquoi on lui avait interdit la sortie du territoire marocain pour se rendre en U.R.S.S. via Paris. D'autant plus qu'il s'agissait, selon lui, d'une mission patriotique consistant à expliquer dans les pays de l'Est les motifs de l'initiative royale et de la justifier.

de l'un de nos envoyés spéciaux à Nairobi, Abdelaziz Dahmani

Sahara : comment le Maroc a renversé la situation

Par sa seule présence à Nairobi, précédée, il est vrai, par une intense activité diplomatique, Hassan II, roi du Maroc, a retourné en sa faveur une situation qui, jusque-là, paraissait bien compromise. En quelques jours, il a réussi à se réconcilier avec la Libye et la Mauritanie, en rétablissant les relations diplomatiques du royaume chérifien avec ces deux pays.

Ce qui a réduit la marge de manœuvre de son principal adversaire, l'Algérie, devenue le (presque) unique soutien du Polisario, depuis plus de cinq ans en guerre avec le Maroc. Le conflit, très coûteux pour tous les belligérants, a lui-même changé de nature : le rapport des forces parait désormais favorable au Maroc, et l'on assiste assurément à un tournant de l'affaire.

Lors du dix-huitième sommet de Nairobi, Hassan II a réussi à éviter toute condamnation de sa politique au Sahara occidental. Et à faire admettre l'idée « d'un référendum contrôlé » émise pour répondre aux vœux de nombreux chefs d'Etats africains amis (Côte d'Ivoire, Guinée, Cameroun, Gabon, Sénégal), arabes (Arabie saoudite, Jordanie, Irak, Emirats arabes unis) ou européens (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Espagne, Italie). Ainsi se sont trouvés isolés ou limités, en nombre, les pays qui voulaient condamner le Maroc ou, du moins, lui imposer des engagements comme le retrait de son armée et de son administration du Sahara ainsi que la reconnaissance du fait Polisario.

L'annonce du référendum a fait l'effet d'un coup de théâtre même s'il a été mûrement et assez discrètement préparé. Dans de nombreuses capitales africaines non associées aux grandes manœuvres qui ont précédé le sommet, on s'attendait plutôt à ce que l'assemblée de Nairobi vote l'admission de la RASD comme cinquante et unième membre de l'OUA. « *Nous sommes déjà dans l'OUA* », déclarait prématurément le 15 juin Souleiman Ould Saleck, ministre sahraoui de l'Information.

Et M. Joaquim Chissano, ministre des Affaires étrangères du Mozambique, surenchérissait la veille de l'ouverture du 37e Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OUA : « *Il ne s'agit pas de savoir si le Maroc est capable de se retirer de l'OUA* (en cas d'admission de la RASD). *C'est à notre organisation de l'en expulser, s'il n'abandonne pas sa politique expansionniste.* »

Sur ce, sont intervenus les graves événements de Casablanca, dont plusieurs amis du Polisario ont tiré profit sans tarder : « *Vous voyez : la conséquence de l'affaire du Sahara, c'est que le Maroc est en train de s'écrouler* », déclarait un délégué de Madagascar peu avant l'arrivée de Hassan II à Nairobi (25 juin).

Avant de quitter le royaume, il avait donné le ton lors d'une allocution radiotélévisée : « *A présent que nous sommes maîtres de la situation militaire, nous allons nous entretenir avec les chefs d'Etat africains et leur présenter un nouveau dossier où sont clarifiés nos droits, ainsi que les* .

→

Pascal Maitre-J.A.

La délégation algérienne : (de g. à dr.) le président Bendjedid ; Ahmed Taleb Ibrahimi, ministre conseiller à la présidence ; Mohamed Bedjaoui, représentant à l'ONU.

impératifs de notre dignité et de notre intégrité territoriale... un dossier qui prendra en considération la souplesse, le droit international et le contexte africain. »

Afin de lever les équivoques, le roi ajoutait : « *Malgré toutes ces considérations et cette souplesse, nous ne sacrifierons pas un seul grain de sable de ce Sahara qui nous est cher...* »

Le lendemain matin, le roi annonçait à ses pairs dans l'après-midi à Nairobi : « *Parce que nous voulons sauver notre communauté africaine de ce qui peut la menacer d'éclatement et de déchirement et pour lui conserver son image d'organisation cohérente, consciente et responsable, nous avons décidé d'envisager une procédure de référendum contrôlé dont les modalités feraient droit tout à la fois aux objectifs des dernières recommandations du comité ad hoc* [le comité des Sages] *et à la conviction qu'a le Maroc de ses droits légitimes.* »

Le mot référendum était lâché. Avec lui naissait le premier espoir sérieux de paix. Le bilan de la guerre qui dure depuis plus de cinq ans est lourd : détérioration de la situation dans tout le Nord-Ouest africain, avec notamment une grave crise maroco-algérienne, plusieurs coups d'Etat en Mauritanie, implication progressive de la Libye dans le conflit...

Quelques jours auparavant, cette même Libye avait demandé à se réconcilier avec le Maroc, « *pour faire taire les dissensions entre Arabes* ». Offre inespérée pour le royaume chérifien. Suivie le 22 juin par le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, elle a nettement contribué à améliorer la position marocaine à l'OUA. Parmi les vingt-six pays africains qui ont déjà reconnu la RASD, un bon nombre l'ont fait par amitié pour la généreuse Libye ou par un intérêt personnel bien compris...

Les dirigeants du Polisario n'ont pas caché leur désarroi. Ils ont accusé de « traîtrise » la Libye

La nouvelle attitude de Tripoli, qui a donné de fermes assurances à Rabat sur le problème sahraoui, a fait taire de nombreuses voix jusqu'ici acquises au Polisario. Avec l'Algérie devenue le protecteur numéro un de la RASD, quelques rares pays ont accepté de mener — verbalement — le combat pour que la RASD soit admise au sein de l'OUA.

Parmi les défenseurs de la cause sahraoui, on trouvait essentiellement les présidents Didier Ratsiraka (Madagascar), Samora Machel (Mozambique), sanglé dans un impeccable uniforme de général et, plus discrets, les présidents Sassou Nguesso (Congo) ou Mathieu Kerekou (Bénin). Ainsi que l'Algérien Chadli Bendjedid.

La délégation algérienne a réparti en quelque sorte ses propositions entre ses amis. Après avoir affirmé « *sa stricte neutralité* », le président mauritanien Khouna Ould Haïdalla, a demandé :

1. le cessez-le-feu immédiat ;
2. le retrait des forces belligérantes et leur remplacement par des éléments neutres ;
3. la supervision de la vie publique au Sahara par une administration intérimaire neutre.

Pour que le Maroc ne se laisse pas enfermer dans des conditions « inacceptables », le Ghana et la Gambie ont réclamé que le comité ad hoc sur l'affaire du Sahara se réunisse de nouveau à Nairobi afin de présenter au sommet un projet de résolution.

Le comité, présidé par le Kényan Arap Moi, a réuni les 26 et 27 juin Sékou Touré (Guinée), Julius Nyerere (Tanzanie), Gaafar Nimeiri (Soudan), ainsi que les ministres des Affaires étrangères du Mali, du Nigeria et de la Sierra Leone. Un compromis honorable a été mis au point : félicitations au roi Hassan II pour son acceptation du référendum ; suggestion d'un cessez-le-feu immédiat ; réunion des membres du comité avant fin août 1981 pour élaborer, en collaboration avec les parties concernées, les modalités d'organisation d'un « *référendum général et régulier sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental* ».

Cette référence n'a pas été jugée suffisante par les dirigeants du Polisario, assez nombreux à Nairobi. Certains d'entre eux n'ont pas caché leur désarroi ; ils ont même accusé de « traîtrise » la Libye, leur principal pourvoyeur en armes, et de « lâcheté » quelques autres amis. Julius Nyerere a joué un rôle très modérateur lors de la rédaction du projet de résolution. Sékou Touré, lui, a fermement refusé toute allusion à une condamnation du Maroc et à toute demande du retrait des troupes ou de l'administration marocaine du Sahara...

Le projet est revenu de nouveau devant l'assemblée dans la nuit du 27 au 28 juin. Malgré quelques vigoureux assauts, personne n'a réussi à en changer le sens. ■

Jeune Afrique
8/7/81

OUA

Suivi par le général Ahmed Dlimi, le roi du Maroc pénètre dans le Kenyatta Center.

Pascal Maitre-J.A.

Hassan II super-star

Incontestablement, Hassan II a été la vedette du sommet de Nairobi, exerçant un véritable magnétisme.

Le souverain marocain sait d'expérience que l'Afrique aime le faste et la fête. Aussi s'est-il ménagé une arrivée théâtrale ; une cour de trois cent cinquante personnes l'a précédé ou suivi. En tête, le prince héritier, Sidi Mohamed, qui venait d'enlever son baccalauréat, quelques autres membres de la famille royale, des ministres, plusieurs membres du cabinet royal, des militaires, dont le général Dlimi, les représentants de partis, y compris ceux de l'opposition, l'essentiel des notables et cadres sahraoui, des députés, des journalistes, des policiers...

Il n'a pas fallu moins de trois avions dont un Boeing 747 pour le transport de tout ce monde avec escale à Taïf où, au retour, le roi a rétabli les relations diplomatiques avec la Mauritanie.

Il a suffi à Hassan II — costume gris, chaussures blanches, cravate et lunettes noires —, après s'être fait attendre selon son habitude, de prononcer le mot « référendum contrôlé » pour bouleverser les données du problème du Sahara et retourner l'opinion en sa faveur.

L'initiative royale est restée secrète jusqu'au bout. Ce qui a permis à Hassan II de « piéger » ses adversaires qui n'ont pas su prendre en compte immédiatement sa proposition et se sont empêtrés dans des discours... écrits à l'avance. Même la délégation algérienne, d'ordinaire prévoyante, a mis quelques heures à s'adapter à la nouvelle orientation imprimée par Hassan II. D'où un gain de temps précieux pour le souverain chérifien qui pouvait du coup s'abstenir de tout autre concession ou engagement plus précis.

Imposant son rythme, le roi a pris de vitesse ses adversaires

Le temps... Hassan II a su en jouer dans la salle de réunion du sommet. Il a imposé son propre horaire, arrivant avec retard, partant avant tout le monde, accélérant le rythme en fin de sommet grâce à une réunion non-stop.

Le président du Bénin Mathieu Kerekou, qui n'a jamais été tendre pour le Maroc, devait déclarer : « *Voilà trois ans que Sa Majesté Hassan II nous fait attendre ; les choses n'ont pas changé à Nairobi.* » Le ministre des Affaires étrangères de Sao Tomé, la minuscule Mme Maria do Nascimento, devait s'exprimer du fond du cœur, le roi ayant quitté la séance : « *Pourquoi continuer à parler du Sahara, tourner dans le vide, le roi et le Polisario ne sont pas dans la salle !* »

Pendant ce temps, Hassan II discutait longuement, dans un salon voisin, avec Julius Nyerere, un des fondateurs de l'OUA, jusque-là très engagé en faveur du Polisario. Au comité ad hoc, le président tanzanien fera tout pour que le Maroc ne soit ni condamné ni blâmé lors de la rédaction de la résolution sur le Sahara. On murmurait que Washington et Ryad avaient joué un rôle discret dans le rapprochement entre Dar-es-Salam et Rabat.

A.D.

Jeune Afrique
8-7-81